



FCV·VWG

Fédération des Communes Valaisannes
Verband Walliser Gemeinden

Rapport annuel *Jahresbericht*



2019

Impressum

Gestaltung: Tonic GmbH, Brig

Photos: Lindaphoto

Druck: Easyprint GmbH, Glis



Sommaire

Inhaltsverzeichnis

Mot du Président de la FCV	4
Wort des Präsidenten des VWG	5
Rapport d'activité 2019	6
Tätigkeitsbericht 2019	12
Compte d'exploitation / Budget	18
Erfolgsrechnung / Budget	19
Bilan / Bilanz	20
Rapport des vérificateurs / Revisorenbericht	21
Comité / Vorstand	22



Chères Présidentes et Chers Présidents de commune,
Chers membres des Conseils communaux,
Mesdames et Messieurs,

En ce premier semestre 2020, la pandémie du Coronavirus nous confronte en tant que entité publique à d'immenses défis. Les communes et leurs employés s'engagent pour que les prescriptions de la Confédération et du Canton soient respectées. La difficulté ne réside pas dans une tâche particulière, mais dans la multitude et la diversité des questions auxquels les communes sont appelées à répondre. Des solutions pragmatiques et sensées sont nécessaires. Les conséquences de cette crise du covid-19 sur les communes valaisannes et l'implication de la FCV durant cette période extraordinaire seront analysées lors de notre assemblée générale 2021. Pour l'heure, arrêtons-nous sur l'année 2019 qui n'a également pas été de tout repos pour nos communes.

L'article 50 de la Constitution fédérale garantit l'autonomie communale et stipule que la Confédération doit tenir compte des possibles conséquences de ses agissements sur les communes et donc sur le troisième niveau de l'Etat. Dans le cadre légal cantonal, l'autonomie communale est un droit protégé par la Confédération, de telle sorte que la position et la fonction des communes relèvent principalement de la responsabilité du canton. La Fédération des Communes Valaisannes coordonne et représente les intérêts de toutes les communes du Valais auprès du canton. En permettant aux communes d'unir leurs voix face aux autorités cantonales, nous nous engageons pour le respect de l'autonomie communale. Par leur proximité avec les citoyens, les communes fortes, engagées et actives contribuent à ce que leurs habitants se sentent pris au sérieux, s'identifient à la commune et s'y engagent pour le bien commun.

L'année dernière, le comité a tenu 8 séances ordinaires au cours desquelles de nombreux thèmes ont été discutés en profondeur. Des participants externes ont ponctuellement été invités aux séances du comité. La liste des thèmes discutés ainsi que celle des personnes invitées à partager leurs arguments lors des différentes séances

figurent dans le rapport d'activité. Ce rapport d'activité témoigne de la variété et de la complexité des dossiers traités pour les communes. Au cours de l'année, le comité a arrêté 7 prises de position dans le cadre de procédures de consultation. Ces prises de position sont transmises aux communes, qui sont priées de les compléter avec leurs propres remarques avant de les transmettre aux services compétents. Pour la première fois, nous nous sommes engagés dans le cadre de la « soupe des députés » à la fin de la session parlementaire de mars. Nous souhaitons intensifier nos contacts avec les parlementaires dans le futur, afin de mieux sensibiliser les membres du Grand Conseil aux préoccupations des communes.

Je remercie les membres du Conseil d'Etat, les chefs de service ainsi que les collaborateurs de l'administration cantonale pour leur collaboration ainsi que pour leurs échanges constructifs et réguliers. Grâce à des voies de communication simples et directes, les décisions sont prises de manière rapide et efficace.

J'adresse un remerciement particulier aux membres du comité pour leur participation active, leurs contributions de qualité, leur engagement dans les groupes de travail et les commissions ainsi que pour leur précieuse collaboration, toujours particulièrement agréable.

Au nom du comité, je tiens enfin à tous vous remercier, Chères Présidentes et Chers Présidents de communes. Votre engagement pour votre commune et ses habitants mérite respect, gratitude, reconnaissance et estime. Je me réjouis de pouvoir compter, à l'avenir également, sur votre soutien et votre collaboration.

Stéphane Coppey
Président

Sehr geehrte Damen und Herren Gemeindepräsidenten
Sehr geehrte Damen und Herren Gemeinderäte
Sehr geehrte Damen und Herren

Im ersten Halbjahr 2020 stellt uns die Corona-Pandemie als Gesellschaft vor immense Herausforderungen. Die Gemeinden setzen sich mit ihren Mitarbeitenden dafür ein, dass die Vorgaben von Bund und Kanton eingehalten werden, wobei die grosse Herausforderung nicht eine bestimmte Aufgabe, sondern die «Fülle von Themen» ist, die bei den Gemeinden anfallen. Gefragt sind pragmatische und sinnvolle Lösungen. Die Auswirkungen von Covid-19 auf die Walliser Gemeinden und das Engagement des VWG in dieser ausserordentlichen Zeit werden wir an unserer Generalversammlung 2021 analysieren. Blicken wir aber vorerst auf das Jahr 2019 zurück, welches für unsere Gemeinden ebenfalls ein herausforderndes Jahr war.

Artikel 50 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die Gemeindeautonomie und legt fest, dass der Bund bei seinem Handeln die möglichen Auswirkungen auf die Gemeinden und somit auf die dritte Staatsstufe beachten muss. Die Gemeindeautonomie ist innerhalb der kantonalrechtlichen Grenzen ein vom Bund geschütztes Recht, womit die Stellung und Funktion der Gemeinden vor allem in der Verantwortung des Kantons liegt. Der Verband Walliser Gemeinden koordiniert und vertritt gegenüber dem Kanton die Interessen aller Walliser Gemeinden, indem wir gegenüber dem Kanton mit einer Stimme auftreten und uns für die Wahrung der Gemeindeautonomie einsetzen. Denn starke, engagierte und aktive Gemeinden tragen durch Bürgernähe dazu bei, dass sich die Einwohnerinnen und Einwohner ernst genommen fühlen, sich mit der Gemeinde identifizieren und für das Allgemeinwohl engagieren.

Im vergangenen Jahr hat sich der Vorstand zu acht ordentlichen Sitzungen getroffen, an welchen er unter sich oder mit externen Sitzungsteilnehmern über zahlreiche Themen intensiv diskutiert hat. Im Tätigkeitsbericht haben wir die externen Sitzungsteilneh-

mer und Themen aufgeführt. Dies zeigt eindrücklich die Breite und Fülle der für die Gemeinden behandelten Dossiers. Im Laufe des Jahres hat der Vorstand Stellungnahmen zu sieben Vernehmlassungen verabschiedet. Diese stellen wir den Gemeinden zu, verbunden mit dem Hinweis, die Stellungnahme mit den individuellen Bemerkungen der Gemeinde zu ergänzen und ebenfalls bei der zuständigen Dienststelle einzureichen. Erstmals haben wir uns im Berichtsjahr zum Abschluss der März-Session bei der «Grossratssuppe» des Grossen Rates engagiert. Die Kontakte zu den Parlamentariern/-innen wollen wir in Zukunft intensivieren, um die Mitglieder des Grossen Rates stärker für die Anliegen der Gemeinden zu sensibilisieren.

Ich danke den Mitgliedern des Staatsrats, den Dienstchefs und Mitarbeitenden der kantonalen Dienststellen für die konstruktive und kooperative Zusammenarbeit und die regelmässigen Kontakte. Die Wege sind kurz und direkt, was rasche und zielführende Entscheide ermöglicht.

Mein ganz besonderer Dank geht an die Mitglieder des Vorstandes für ihre aktive Mitarbeit, für ihre kompetenten Inputs, für ihren Einsatz in den Arbeitsgruppen und Kommissionen und für die stets äusserst angenehme und wertvolle Zusammenarbeit.

Im Namen des Vorstandes danke ich Ihnen allen, geschätzte Gemeindepräsidentinnen und Gemeindepräsidenten. Ihrem Engagement für Ihre Gemeinde und die Bevölkerung gebührt Respekt, Dank, Anerkennung und Wertschätzung. Ich danke Ihnen, dass wir weiterhin auf Ihren Einsatz, Ihre Mitarbeit und Unterstützung zählen dürfen.

Stéphane Coppey
Präsident

Rapport d'activité 2019

Au cours de l'année 2019, le comité de la Fédération des Communes Valaisannes s'est à nouveau penché sur un grand nombre de questions et d'enjeux importants pour le travail quotidien des communes du Valais. L'objectif du comité est toujours de représenter les intérêts de ses membres de manière efficace et efficiente. Nous sommes heureux de vous présenter le rapport d'activité 2019 de la Fédération des Communes Valaisannes. Par souci de synthèse, nous nous limiterons ci-après aux activités les plus importantes.

Activités du comité

Le comité a tenu au total huit réunions ordinaires en 2019. Au cours de ces réunions, de nombreux sujets ont été discutés, des prises de position rédigées et sept réponses à des consultations approuvées. Outre ces réunions régulières du comité, de nombreux entretiens ont également eu lieu avec les chefs des départements et des services cantonaux. Ces rencontres ont permis de discuter de vive voix des questions et sujets importants restés en suspens.

Lors de chaque séance, le comité accueille également des participants externes qui souhaitent informer le comité sur des sujets spécifiques, demander l'avis de la Fédération ou faire une demande générale à la FCV. Nous avons ainsi eu le plaisir d'accueillir les personnes suivantes au cours de l'année sous revue :

- M. le Conseiller d'Etat Frédéric Favre et Mme Sophie Huguet, Cheffe du Service juridique de la sécurité et de la justice : Lignes stratégiques APEA
- M. Adrian Zumstein, Chef du Service administratif et juridique du DMTE : Projet eConstruction - Digitalisation de la procédure d'autorisation de construire. Intégration de la FCV dans les différents comités du projet (CoPil, CoPro et GTPIL)
- M. le Conseiller d'Etat Frédéric Favre, M. Pierre-André Charbonnet, Chef de l'administration cantonale des finances, M. Maurice Chevrier, Chef du Service des affaires intérieures et communales, M. Christian Melly, Chef de l'inspection cantonale des finances : Rapport du groupe de travail chargé de la réflexion stratégique sur la mise en œuvre du modèle comptable harmonisé (MCH2)
- M. Jérôme Favez, Chef du Service de l'action sociale, M. Roland Favre, Chef de l'office de coordination des prestations sociales : Projet KISS - Refonte du système d'information de l'aide sociale et Révision de la Loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)
- M. Jean-Philippe Lonfat, Chef du Service de l'enseignement, M. François Bonvin, Secrétaire général adjoint, Mme Vanessa Rey, Juriste : Commission « Gratuité école obligatoire »
- Mme Annick Clerc Bérod, Présidente de la Commission cantonale pour le développement de la politique en faveur des personnes âgées : le rôle et le mandat de cette commission qui a été nommée par le Conseil d'Etat fin 2017
- M. le Conseiller d'Etat Frédéric Favre, M. Maurice Chevrier, Chef du Service des affaires intérieures et communales, M. Marc Bernard, Chef de la section protection des eaux : Directive pour les communes : fixation des taxes sur les eaux à évacuer ; Remise à jour des plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE) ; Modification de la loi cantonale sur la protection de l'environnement (Assainissement des stands de tir)
- M. Régis Loretan, Président, et Mme Béatrice Oberer, Directrice de l'Association valaisanne pour la prophylaxie et les soins dentaires à la jeunesse SDJ : Fonctionnement et tâches de la SDJ
- M. Adrian Zumstein, Chef du Service administratif et juridique du DMTE, Eric Bianco, Chef de service, Service de l'économie, du tourisme et de l'innovation, Philipp Venetz, Architecte cantonal : Loi d'application sur la loi des résidences secondaires
- M. Sébastien Fanti, Préposé cantonal à la protection des données et à la transparence : Formation à la protection des données pour les employés des autorités communales
- M. Olivier Guex, Chef du Service des forêts, des cours d'eau et du paysage, M. Philipp Gerold (nouveau Chef de service dès le 01.01.2020) : Nouveau mode de financement des soins aux forêts protectrices ; Prochaine période RPT 4 2020-2024 - Nouvelles conventions-programmes VS/CH
- Les membres de la Commission cantonale pour la protection des données et la transparence : Collaboration avec le Préposé cantonal à la protection des données et à la transparence

Participation aux Groupes de travail, aux Commissions et Associations cantonales

Afin d'assurer une activité efficace de la Fédération, il est essentiel que les intérêts et les attentes des membres soient intégrés le plus tôt possible dans le processus de prise de décision. Il est par conséquent très important que les communes soient représentées de manière adéquate dans les organes préparatoires et consultatifs.

L'année dernière, des représentants des communes ont participé aux groupes de travail et commissions suivants :

Groupe de travail « Structures d'accueil extrafamiliales pour les enfants »
Groupe de travail chargé de l'élaboration de bases juridiques pour la vidéosurveillance
Groupe de travail chargé de l'élaboration de l'avant-projet d'une loi générale sur l'enseignement
Groupe de travail « Stratégie Eau - Canton du Valais »
Groupe de travail « Aires de transit pour les gens du voyage dans le canton du Valais »
Groupe de travail « Taxe des sacs poubelles »
Groupe de travail « Professionnalisation de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, APEA »
Groupe de travail sur les votes par correspondance
Groupe de travail « Concept du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière » (CRDPPF)
Groupe de travail « Loi sur la formation continue »
Groupe de travail « Révision des directives concernant l'accueil à la journée »
Groupe de travail « Formation 2020 pour les aspirants policiers »
Groupe de travail « Fonds de compensation cantonal LcAT »
Groupe de travail « Révision totale de la loi concernant l'ouverture des magasins »
Groupe de travail « Cyberadministration »
Groupe de travail pour la mise en œuvre du projet pilote eDéménagement
Groupe de travail « Surveillance du Canton sur les communes »
Groupe de travail « Participation des communes à l'entretien et à la construction des routes cantonales »
Groupe de travail ad hoc pour les questions liées aux critères de répartition des coûts à charge des communes
Groupe d'accompagnement du Projet Registre foncier 2020
Comité pilotage et groupe de travail « Refonte du système d'information de l'aide sociale valaisanne »
Groupe de pilotage stratégique sur l'avenir de l'aéroport de Sion
Groupe de pilotage et CoPro eConstruction : Digitalisation de la procédure d'autorisation de construire
Comité de pilotage pour la révision partielle de la loi sur les transports publics
Commission « Déchets et ressources naturelles »
Commission cantonale de la formation professionnelle
Commission « Relations entre l'Eglise et l'Etat »
Commission « Ecoles de musique »
Commission « Protection des sites »
Commission « Gestion du Fonds cantonal en faveur de la formation professionnelle »
Commission « Gratuité de l'école obligatoire »
Commission extraparlamentaire « Révision de la législation sur les marchés publics »
Commission extraparlamentaire « Soins dentaires »
Commission « trails »
Commission cantonale de la pédagogie spécialisée
Association « Branche administration publique Valais » (Formation des apprentis)
Commission cantonale tripartite chargée de l'observation du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union Européenne
Association valaisanne pour la prophylaxie et les soins dentaires à la jeunesse
Conférence des Fédérations cantonales auprès de l'association suisse des communes

La Fédération des Communes Valaisannes a non seulement entretenu des liens avec ces commissions cantonales et ces groupes de travail, mais a également eu des contacts réguliers avec les Fédérations des communes d'autres cantons et l'Association des Communes Suisses. La FCV est par ailleurs membre du groupe de suivi pour la politique régionale et locale de l'Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) à Lausanne. Elle est également représentée au sein du comité de l'Association des Communes Suisses ACS.

Procédures de consultation

Une autre tâche importante de la Fédération est la défense des intérêts de ses membres dans les procédures de consultation cantonales. C'est dans cette optique que le comité élabore et approuve des prises de position qui sont transmises à toutes les communes pour avis. Les communes ont la possibilité de communiquer leurs remarques au secrétariat général et sont invitées à concrétiser et à compléter les prises de position de la Fédération en tenant compte de leur situation spécifique.

Au cours de l'année, la FCV a soumis des prises de position sur les thèmes suivants :

Consultation relative à l'avant-projet de loi sur la formation continue des adultes

Consultation relative au projet de la loi d'application de la loi fédérale sur la protection des animaux (LALPA)

Avant-projet de modification de la loi d'application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LALP)

Rapport et avant-projet de loi sur la mise à disposition des places de stage et d'apprentissage pour les professions non universitaires de la santé

Consultation relative à l'avant-projet de révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)

Avant-projet de loi sur l'interdiction de se dissimuler le visage lors de manifestations sportives

Professionnalisation des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA). Avant-projet sur la révision de la loi d'application du code civil suisse

Communication

Notre site Internet nous permet de fournir en tout temps des informations sur les travaux de la FCV et de mettre en ligne des documents d'intérêt pour les communes. Tous les rapports annuels, prises de position et communiqués de presse sont disponibles sur www.fcv-vwg.ch.

Le bulletin d'information nous donne également la possibilité d'informer sur les activités de la Fédération. Il est envoyé à toutes les communes, aux membres du Conseil d'Etat, aux médias et aux autres parties intéressées et est disponible sur notre site Internet.

Rencontre avec le Conseil d'Etat

Le 16 octobre 2019 a eu lieu la rencontre annuelle entre les membres du Conseil d'Etat et le comité de la Fédération des Communes. Cette rencontre donne aux participants la possibilité de discuter de diverses questions d'actualité de manière ouverte et transparente. La réunion s'est déroulée dans une atmosphère agréable, caractérisée par l'ouverture et le respect mutuel.

Dossiers spécifiques

Professionnalisation des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA). Avant-projet sur la révision de la loi d'application du code civil suisse

La loi fédérale concernant la protection de l'enfant et de l'adulte est entrée en vigueur le 1er janvier 2013, il y a de cela sept ans. Le Canton du Valais a apporté d'importants changements à son système suite à la modification de la Loi d'application du code civil Suisse (LACC), dans la mesure où les 97 chambres pupillaires de l'époque ont été remplacées par 27 APEA, organisées de manière semi-professionnelle.

Contrairement aux autres cantons, le Valais n'avait alors pas opté pour une cantonalisation des APEA. Aujourd'hui, le nombre croissant de réclamations, la charge de travail importante des APEA, la complexité des cas ainsi que diverses initiatives parlementaires montrent que le système intercommunal a atteint ses limites.

Le comité de la Fédération des Communes Valaisannes souhaite qu'une solution clairvoyante, orientée vers l'avenir et le long terme soit élaborée dans le cadre de l'actuelle révision 2019. Pour cette raison, la grande majorité des membres du comité s'est exprimée en faveur d'une cantonalisation des APEA, pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

- Une cantonalisation administrative n'a rien de commun avec une centralisation !
- Au minimum 9 APEA sont nécessaires dans le canton, lesquelles doivent être autorisées à mettre en place des antennes (p.ex. dans les vallées) en cas de besoin.
- En cas de cantonalisation des APEA, les charges doivent être assumées par le canton.

Il convient de souligner le très bon travail effectué dans les APEA du canton jusqu'à présent. La majorité du comité est cependant d'avis que l'agrandissement des structures apporte des avantages qui seront prépondérants pour l'avenir. Au minimum 9 centres régionaux sont nécessaires, afin que la taille de la population affectée à chaque APEA reste raisonnable. La taille des centres permet d'offrir des places de travail attractives et à temps partiel important, voire plein temps, nécessaires à un travail professionnel et indépendant.

Les communes ne font que financer le modèle actuel, sans avoir d'influence, de compétence ou de droit à l'information quant aux dossiers traités. Avec la suppression du juge de commune comme membre de l'autorité des APEA, le dernier point de contact est perdu. Avec la cantonalisation des APEA, le pouvoir de décision appartiendrait à l'avenir au canton, qui assume déjà la responsabilité dans le système actuel, sans pour autant avoir de l'influence. Compétences et responsabilités seraient alors à juste titre concentrées au même niveau.

Surveillance des communes par le canton

Le comité de la FCV a appris en juin 2019 dans les médias que le Conseil d'Etat avait demandé une analyse de la surveillance des communes par le canton auprès du Professeur Dr. Nuspliger et que ce dernier avait remis son rapport au gouvernement. Le comité n'avait aucunement connaissance de cette évaluation et a demandé par la suite à être intégré dans l'analyse de ce rapport ainsi que dans les travaux qui en résulteront. En effet, cette thématique est d'une importance capitale en matière de collaboration entre le canton et les communes. Il en va du respect de l'autonomie des communes.

Le Conseil d'Etat a décidé par la suite de créer un groupe de travail restreint ayant pour objectif d'analyser les propositions du Professeur Nuspliger et d'établir un rapport à l'attention du Conseil d'Etat sur les mesures préconisées en lien avec la surveillance des communes en Valais. Le Président de la FCV, M. Stéphane Coppey, représente lui-même les communes Valaisannes dans ce groupe de travail.

Collaboration avec le Service de la Population et des Migrations (SPM)

De nombreuses communes ainsi que l'Association des Préposés au Contrôle des Habitants (AVPCH) et le MöVO (Mitarbeiter öffentliche Verwaltung Oberwallis) nous ont fait part d'importantes difficultés quant à leur collaboration avec le Service de la Population et des Migrations. Les problèmes suivants nous ont notamment été rapportés :

- Délai de traitement pour les demandes de permis de travail et de séjour
- Nombre important de dossiers en suspens
- Communication difficile

Une collaboration rapide et efficace avec le Service de la Population et des Migrations est d'une importance capitale pour les communes. Suite à un courrier de la FCV à ce sujet, le Département responsable a annoncé plusieurs mesures d'urgence ainsi que des améliorations, telle qu'une restructuration du Service concerné.

Analyse des processus de la Commission cantonale des constructions (CCC) et du Secrétariat cantonal des constructions (SeCC)

Par le biais de la motion 7.0102, le Parlement Valaisan a chargé sa Commission de gestion (COGEST) d'analyser les processus de la Commission cantonale des constructions (CCC) et du Secrétariat cantonal des constructions (SeCC). C'est dans cette optique que la COGEST s'est adressée à la FCV, lui soumettant diverses questions pertinentes à ce sujet.

Dans sa réponse, la FCV a souligné des problèmes liés au délai de traitement des dossiers. Même s'il convient de ne pas généraliser cette observation, les délais pour l'obtention d'une autorisation de construire relevant de la compétence cantonale sont souvent bien trop longs. La CCC et le SeCC avancent le manque de ressources et de personnel pour justifier ces délais. Pour la FCV, les retards dans le traitement des dossiers résultent principalement d'un problème de gestion. A titre d'exemple, le SeCC envoie systématiquement les dossiers à tous les services pour préavis, alors qu'une sélection préalable des services à consulter en priorité semble bien plus efficace et justifiée. Les services consultés ne répondent pas toujours dans les délais qui leur sont impartis, ce qui rallonge encore le délai pour l'obtention des autorisations de construire. Une fois les préavis obtenus, la CCC doit absolument prendre une décision, y compris lorsqu'un service donne un préavis négatif.

Egalement, la FCV estime que le nombre de documents requis est souvent injustifié. Une forte dérive se fait sentir du côté de la CCC et du SeCC, qui souhaitent à tout prix se protéger et éviter de prendre le moindre risque, au détriment du bon fonctionnement du système. Au nom de l'égalité de traitement, de nombreux justificatifs sont exigés même dans des dossiers mineurs. Cette approche très défensive se fait ressentir dans l'avancement des dossiers. En conclusion à sa réponse, la FCV a rappelé que la durée disproportionnée des procédures engendre des coûts pour les requérants, qui peuvent conduire à une diminution de la qualité du projet, voire à son abandon.

Délai de paiement

Le 16 octobre 2019, le Conseil d'Etat a décidé – après plusieurs interventions de la FCV et après consultation de la Fédération des Communes – de rallonger le délai de paiement de 30 à 90 jours pour les factures adressées aux communes par le Canton. Les intérêts moratoires s'appliquent dès l'expiration de ce délai. La FCV salue cette démarche, puisqu'elle donne aux communes une plus grande marge de manœuvre et leur permet d'éviter les frais liés aux retards de paiement.

Mise en place de mesures de sécurisation – Enquête administrative sur la fraude électorale de mars 2017

En juin, le comité de la FCV a pris connaissance des mesures proposées par l'Etat du Valais afin de renforcer la sécurité du vote par correspondance. Ces mesures pré-



voient notamment l'introduction d'une étape d'identification supplémentaire lors de la signature de la feuille de réexpédition, ceci à partir de 2020. La solution présentée prévoit l'utilisation d'étiquettes autocollantes (avec nom et prénom des citoyens, l'armoirie et le nom de la commune) afin de sécuriser le vote par correspondance. Ces étiquettes sont envoyées par les communes aux citoyens en début de législature et doivent être collées sur la feuille de réexpédition en cas de vote par correspondance, dans la case prévue à cet effet. Par courrier du 11 juillet 2019 à l'attention du Conseil d'Etat, le comité de la FCV a soulevé les difficultés suivantes vis-à-vis de cette solution :

- Risque important de perte des étiquettes autocollantes (les citoyens doivent les conserver durant 4 ans)
- Charge considérable pour les communes (entre autres pour la production des étiquettes autocollantes, leur envoi et le contrôle des feuilles de réexpédition)
- Augmentation du nombre de votes nuls

Le comité a souligné qu'il souhaitait vivement être impliqué dans les travaux. Comme les votations sont organisées par les communes, le FCV ne peut accepter qu'une solution applicable et dont la charge n'est pas disproportionnée par rapport à son utilité.

Collaboration avec le Préposé à la protection des données et à la transparence

Par courrier du 9 septembre 2019 au Président de la Commission cantonale de la protection des données et de la transparence, la FCV a exprimé son mécontentement quant à la collaboration avec le Préposé à la protection des données et à la transparence. Les communes et leurs représentants sont conscients de l'importance de la protection des données et y portent une attention toute particulière. Cependant et au vu de la complexité de cette problématique, les communes souhaitent pouvoir compter sur le soutien du Préposé à la protection des données et à la transparence. Il s'agit là d'ailleurs de l'une de ses tâches, telles que décrites par l'article 37 de la Loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA) : « le préposé conseille les autorités lors de l'application des dispositions sur la protection des données et le principe de transparence ».

Bien loin de cet esprit de collaboration, la FCV doit malheureusement constater que le Préposé s'en prend directement et publiquement aux communes, en publiant de vives critiques à leur encontre via les médias ou les réseaux sociaux. Ces critiques ne sont pas constructives et surtout ne permettent pas aux communes de comprendre ce que le Préposé attend d'elles, respectivement comment ses attentes peuvent être satisfaites. L'approche choisie par le Préposé est disproportionnée et inefficace. Ces procédés ne sont pas constructifs et portent atteinte à la bonne marche du service public. Les communes ne tolèrent plus d'être critiquées publiquement de la sorte et exigent une collaboration constructive, des solutions pragmatiques et un véritable soutien de la part du Préposé à la protection des données.

Suite à ce courrier, le Comité de la FCV a rencontré le 27 novembre 2019 la Commission cantonale de la protection des données et de la transparence. Les membres de la commission ont expliqué que leurs possibilités d'intervention sont très limitées en raison de l'absence de base juridique. La Commission souhaite donc discuter des problèmes avec le Préposé à la protection des données et à la transparence sur la base de cas concrets. Par la suite, la FCV a demandé à toutes les communes Valaisannes de l'informer d'éventuelles demandes ouvertes auprès du Préposé, respectivement des demandes pour lesquelles elles n'ont jamais obtenu réponse. En janvier 2020, le comité de la FCV a soumis à la Commission une liste de 25 commentaires pertinents, reçus de diverses communes Valaisannes.

Nous continuerons à suivre ces dossiers.

Stéphane Coppey,
Président

Eliane Ruffiner-Guntern,
Secrétaire générale

Tätigkeitsbericht 2019

Im Berichtsjahr 2019 hat sich der Vorstand des Verbandes Walliser Gemeinden wiederum mit zahlreichen Themen und Fragestellungen beschäftigt, die bedeutend sind für die Arbeit, die tagtäglich in den Walliser Gemeinden geleistet wird. Der Vorstand verfolgt dabei stets das Ziel, die Interessen seiner Mitglieder wirkungsvoll und effizient zu vertreten. Es freut uns, Ihnen den Tätigkeitsbericht 2019 des Verbandes Walliser Gemeinden vorzulegen. Wir beschränken uns dabei auf die wichtigsten Aktivitäten.

Arbeit des Vorstandes

Im Jahr 2019 traf sich der Vorstand zu insgesamt acht ordentlichen Sitzungen. An diesen Sitzungen wurden zahlreiche Themen diskutiert, Stellungnahmen abgegeben und 7 Vernehmlassungsantworten verabschiedet. Neben diesen regelmässigen Sitzungen des Vorstandes fanden im Berichtsjahr auch Sitzungen mit den Vorstehern der kantonalen Departemente und Dienststellen statt, bei denen offene Fragen und wichtige Themen direkt diskutiert werden konnten.

An jeder Sitzung empfängt der Vorstand auch externe Sitzungsteilnehmer, die den Vorstand über spezifische Themen informieren wollen, die Meinung des Verbandes einholen möchten oder ganz generell ein Anliegen an den VWG vorbringen möchten. So konnten wir im Berichtsjahr folgende Personen an unseren Sitzungen begrüssen:

- Staatsrat Frédéric Favre und Sophie Huguet, Dienstchefin Rechtsdienst für Sicherheit und Justiz: Strategische Eckpunkte KESB
- Adrian Zumstein, Dienstchef, Verwaltungs- und Rechtsdienst DMRU: Projekt eConstruction - Digitalisierung des Baubewilligungsverfahrens. Einbindung des VWG in die verschiedenen Gremien des Projekts (Steuerungsausschuss, Fachgruppe, Arbeitsgruppe)
- Staatsrat Frédéric Favre, Pierre-André Charbonnet, Chef Kantonale Finanzverwaltung, Maurice Chevrier, Chef Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten, Christian Melly, Chef Kantonales Finanzinspektorat: Bericht der Arbeitsgruppe «Harmonisiertes Rechnungslegungsmodell (HRM2) für die Walliser Gemeinden»
- Jérôme Favez, Chef Dienststelle für Sozialwesen, Roland Favre, Chef Koordinationsstelle für soziale Leistungen: Projekt KISS: Erneuerung des Informatiksystems für die Sozialhilfe und Revision des Gesetzes über die Eingliederung und die Sozialhilfe (GES)
- Jean-Philippe Lonfat, Chef der Dienststelle für Unterrichtswesen, François Bonvin, Generalsekretär Adjunkt, Vanessa Rey, Juristin: Kommission «Kostenlose obligatorische Schule»
- Annick Clerc Bérod, Präsidentin der Kantonale Konsultativkommission für die Entwicklung der Alterspolitik: Rolle und Mandat der Kommission, die durch den Staatsrat ernannt wurde
- Staatsrat Frédéric Favre, Maurice Chevrier, Chef Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten, Marc Bernard, Amt für Gewässerschutz: Richtlinie für die Gemeinden zur Festsetzung der Abwassergebühren; Aktualisierung der generellen Entwässerungspläne (GEP)
- Régis Loretan, Präsident, und Béatrice Oberer, Geschäftsführerin der Walliser Vereinigung für Prophylaxe und Jugendzahnpflege (SDJ): Funktionsweise und Aufgaben der SDJ
- Adrian Zumstein, Dienstchef, Verwaltungs- und Rechtsdienst DMRU, Eric Bianco, Dienstchef, Dienststelle für Wirtschaft, Tourismus und Innovation, Philippe Venetz, Kantonsarchitekt: Ausführungsgesetz zum Zweitwohnungsgesetz
- Sébastien Fanti, Kantonaler Beauftragter für Datenschutz und Transparenz: Ausbildung in Datenschutz für Mitarbeitende der Gemeinden
- Olivier Guex, Chef Dienststelle für Wald, Flussbau und Landschaft, Philipp Gerold (neuer Dienstchef ab 1.1.2020): Neuer Finanzierungsmodus für die Pflege der Schutzwälder; Nächste Periode RPT 4 2020-2024_neue Vereinbarung VS/CH
- Mitglieder der Kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitskommission: Zusammenarbeit mit dem Datenschutzbeauftragten

Mitarbeit in Arbeitsgruppen, kantonalen Kommissionen und Vereinigungen

Um eine wirkungsvolle Verbandstätigkeit gewährleisten zu können, ist es zentral, dass die Interessen und Anliegen der Mitglieder in einem möglichst frühen Stadium in die Entscheidungsprozesse eingebracht werden. Deshalb ist es wichtig, dass die Gemeinden in den vorbereitenden und beratenden Gremien angemessen vertreten sind.

Im vergangenen Jahr arbeiteten Vertreter der Gemeinden in folgenden Arbeitsgruppen und Kommissionen mit:

Arbeitsgruppe Familienexterne Betreuungseinrichtungen von Kindern
Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Erarbeitung der Gesetzesgrundlagen für die Videoüberwachung
Arbeitsgruppe für die Entwurfsausarbeitung eines allgemeinen Gesetzes über das Unterrichtswesen
Arbeitsgruppe zur Wasserstrategie im Kanton Wallis
Arbeitsgruppe Transitplätze für Fahrende im Kanton Wallis
Arbeitsgruppe Abfallsackgebühren
Arbeitsgruppe Professionalisierung der Kinder- und Erwachsenenschutzbehörde KESB
Arbeitsgruppe Schriftliche Abstimmungen
Arbeitsgruppe Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (ÖREBK)
Arbeitsgruppe Kantonales Gesetz über die Weiterbildung
Arbeitsgruppe Revision der Direktiven Tagesstrukturen
Arbeitsgruppe «Ausbildung 2020 für die Polizeiaspiranten»
Arbeitsgruppe Ausgleichsfonds kRPG
Arbeitsgruppe Totalrevision Ladenöffnungszeitengesetz
Arbeitsgruppe Cyberadministration
Arbeitsgruppe Umsetzung Pilotprojekt e-Umzug
Arbeitsgruppe Aufsicht des Kantons über die Gemeinden
Arbeitsgruppe Beteiligung der Gemeinden am Unterhalt und Bau von Kantonsstrassen
Ad hoc Arbeitsgruppe zu den Fragen im Zusammenhang mit der Kostenverteilung zulasten der Gemeinden
Begleitgruppe des Projekts Grundbuch 2020
Steuerungsausschuss und Arbeitsgruppe Erneuerung des Informatiksystems für die Sozialhilfe im Wallis
Strategische Steuerungsgruppe Zukunft Flughafen Sitten
Steuerungsgruppe Fachgruppe eConstruction: Digitalisierung des Baubewilligungsverfahrens
Steuerungsgruppe Teilrevision des Gesetzes über den öffentlichen Verkehr
Kommission Abfälle und Bodenschätze
Kantonale Konferenz zur Weiterbildung
Kommission Beziehung Kirche/Staat
Kommission Musikschulen
Kommission Ortsbildschutz
Kommission Verwaltung Kantonalen Berufsbildungsfonds
Kommission Kostenlose obligatorische Schule
Ausserparlamentarische Kommission zur Revision des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen
Ausserparlamentarische Kommission Zahnpflege
Kommission «trails»
Kantonale Kommission Sonderpädagogik
Vereinigung Branche öffentliche Verwaltung Wallis (Lehrlingsausbildung)
Kantonale tripartite Kommission zur Beobachtung des Arbeitsmarktes im Zusammenhang mit den flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit
Walliser Vereinigung für Prophylaxie und Jugendzahnpflege
Konferenz der kantonalen Gemeindeverbände beim Schweizerischen Gemeindeverband

Der Verband Walliser Gemeinden pflegte über diese kantonalen Kommissionen und Arbeitsgruppen hinaus einen regelmässigen Kontakt und Austausch mit den Gemeindeverbänden anderer Kantone und dem Schweizerischen Gemeindeverband. Zudem ist der VWG Mitglied der Begleitgruppe für Regional- und Lokalpolitik des Instituts des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) in Lausanne. Er ist ausserdem im Vorstand des Schweizerischen Gemeindeverbandes (SGV) vertreten.

Vernehmlassungsverfahren

Eine weitere wichtige Aufgabe des Verbandes ist die Vertretung der Interessen seiner Mitglieder im Rahmen der kantonalen Vernehmlassungsverfahren. Zu diesem Zweck erarbeitet und verabschiedet der Vorstand Stellungnahmen, die sämtlichen Gemeinden zugestellt werden. Die Gemeinden haben jeweils die Möglichkeit, ihre Bemerkungen dem Generalsekretariat mitzuteilen und sind eingeladen, die Stellungnahmen des Verbandes unter Berücksichtigung ihrer individuellen Situation zu konkretisieren und zu ergänzen.

Der VWG hat im Verlaufe des vergangenen Jahres zu folgenden Vernehmlassungen Stellungnahmen eingereicht:

Vernehmlassung zum Vorentwurf zum Weiterbildungsgesetz

Vernehmlassung zum Ausführungsgesetz zum eidgenössischen Tierschutzgesetz (AGTSchG)

Vorentwurf der Änderung des Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (EGSchKG)

Bericht und Vorentwurf des Gesetzes über die Bereitstellung von Praktikums- und Ausbildungsplätzen für nichtuniversitäre Gesundheitsberufe

Vorentwurf zur Revision des Gesetzes über die Eingliederung und die Sozialhilfe (GES)

Vorentwurf des Gesetzes über das Verbot, sich an Sportveranstaltungen das Gesicht zu verdecken

Professionalisierung der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden (KESB). Vorentwurf zur Revision des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch

Kommunikation

Die Webseite gibt uns die Möglichkeit, jederzeit aktuell über die Arbeit des VWG zu informieren und die für die Gemeinden interessanten Dokumente online zur Verfügung zu stellen. So sind sämtliche Jahresberichte, Stellungnahmen und Medienmitteilungen der letzten Jahre auf www.fcv-vwg.ch verfügbar.

Mit dem Newsletter haben wir die Möglichkeit, über die Aktivitäten des Verbandes zu informieren. Der Newsletter wird an alle Gemeinden, die Mitglieder des Staatsrates, die Medien und weitere interessierte Kreise verschickt und ist auf der Webseite abrufbar.

Zusammenkunft mit dem Staatsrat

Am 16. Oktober 2019 trafen sich die Mitglieder des Staatsrats und der Vorstand des Verbandes Walliser Gemeinden zu ihrer jährlichen Zusammenkunft. Dieses Treffen gibt den Teilnehmenden die Möglichkeit, verschiedene aktuelle Themen offen und transparent zu diskutieren. Es fand in einer angenehmen Atmosphäre statt, die von Offenheit und gegenseitigem Respekt geprägt war.

Spezifische Dossiers

Professionalisierung der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden (KESB). Vorentwurf zur Revision des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch

Vor acht Jahren am 1. Januar 2013 ist das Bundesgesetz über den Kindes- und Erwachsenenschutz in Kraft getreten. Der Kanton Wallis hat in der Folge mit der Anpassung des EGZGB sein System wesentlich geändert, indem er die Zahl der vormals 97 Vormundschaftsämter auf 27 KESB gesenkt und halbberuflich organisiert hat.

Im Gegensatz zu anderen Kantonen hat man sich damals gegen eine Kantonalisierung entschieden. Heute zeigen aber die steigende Anzahl Beschwerden, die zunehmende Arbeitslast der KESB, die Komplexität der Fälle und die verschiedenen parlamentarischen Vorstösse, dass das interkommunale System an seine Grenzen stösst.

Der Vorstand der Verbandes Walliser Gemeinden ist der Ansicht, dass bei der aktuell geplanten Revision eine vorausschauende, zukunftsgerichtete und möglich langfristige Lösung gesucht werden muss. Daher hat sich die grosse Mehrheit des Vorstandes für eine Kantonalisierung der KESB ausgesprochen, jedoch geknüpft an folgende Bedingungen:

- Eine administrative Kantonalisierung hat nichts mit einer Zentralisierung zu tun!
- Es braucht im Minimum 9 KESB-Behörden im Kanton, welche ihrerseits je nach Bedarf noch Aussenstellen einrichten können (z.B. in den Tälern).
- Bei einer Kantonalisierung der KESB sind die Kosten für die KESB vom Kanton zu tragen.

Wir möchten festhalten, dass bisher in den KESB im Kanton sehr gute Arbeit geleistet wurde. Die Mehrheit des Vorstandes ist aber überzeugt, dass eine Vergrösserung der Strukturen Vorteile bringt, die für die Zukunft wichtig sein werden. Ein Minimum von neun regionalen Stellen ist notwendig, da damit eine vernünftige Bevölkerungsgrösse pro KESB zugrunde liegt. Diese Grösse erlaubt es, attraktive Arbeitsplätze anzubieten mit Stellenprozenten (oder gar Vollzeitstellen), die ein professionelles unabhängiges Arbeiten ermöglichen.

Aufsicht des Kantons über die Gemeinden

Der Vorstand des VWG hat im Juni 2019 in den Medien erfahren, dass der Staatsrat Professor Dr. Kurt Nuspliger beauftragt hatte, die Oberaufsicht des Kantons über die Gemeinden zu analysieren und dass Herr Prof. Nuspliger der Regierung seinen diesbezüglichen Bericht unterbreitet hat. Von diesem Auftrag hatte der Vorstand keine Kenntnis und wir erwarten, dass wir bei diesem für die Zusammenarbeit zwischen dem Kanton und den Gemeinden enorm wichtigen Thema in die nun anstehende Analyse des Berichts und die weiteren Arbeiten eingebunden werden. Dabei gilt es, die umfassende Autonomie der Gemeinden zu respektieren.

Der Staatsrat hat in der Folge entschieden, eine Arbeitsgruppe einzusetzen mit dem Auftrag, die Empfehlungen von Prof. Nuspliger zu analysieren und zuhanden des Staatsrats zu den Massnahmen im Zusammenhang mit der Aufsicht des Kantons über die Gemeinden im Wallis einen Bericht zu verfassen. Der Präsident des VWG, Stéphane Coppey, vertritt die Gemeinden in dieser Arbeitsgruppe.

Zusammenarbeit mit der Dienststelle für Migration und Bevölkerung

Zahlreiche Gemeinden, aber auch die Association des Préposés au Contrôle des Habitants (AVPCH) und MöVO (Mitarbeiter öffentliche Verwaltung Oberwallis) haben uns auf grosse Schwierigkeiten in der Zusammenarbeit mit der Dienststelle für Bevölkerung und Migration hingewiesen. Die Probleme gestalten sich vor allem wie folgt:

- Sehr lange Bearbeitungszeit für Arbeits- und Aufenthaltsbewilligungen
- Grosse Anzahl hängiger Dossiers
- Erschwerte Kommunikation

Für die Gemeinden ist eine gute, speditive und direkte Zusammenarbeit mit der Dienststelle für Bevölkerungsschutz und Migration enorm wichtig. Nach dem Schreiben des VWG hat das zuständige Departement die Umsetzung von Sofortmassnahmen und weitere Verbesserungen wie eine Umstrukturierung der betroffenen Dienststelle angekündigt.

Analyse der Prozesse der Kantonalen Baukommission (KBK) und des Kantonalen Bausekretariats (KBS)

Mit Antrag 7.0102 hat das Walliser Parlament die Geschäftsprüfungskommission (GPK) beauftragt, die Prozesse der kantonalen Baukommission (KBK) und des kantonalen Bausekretariats (KBS) zu analysieren. Die GPK ist daher mit einer Reihe von relevanten Fragen an den VWG gelangt.

Der VWG hat darauf hingewiesen, dass die Bearbeitung vieler Fälle viel zu lange dauert. Selbst wenn die KBK und das KBS oft behaupten, dass es ihnen an Ressourcen und Personal fehlt, ist die Verzögerung bei der Bearbeitung von Fällen, bei denen die KBK zuständig ist, unserer Meinung nach hauptsächlich auf die Art der Bearbeitung zurückzuführen. Anstatt zu bestimmen, welche kantonalen Dienststellen eine Vormeinung abgeben müssen, sendet die KBK systematisch die Unterlagen an alle Dienststellen für eine Vormeinung. Es wäre wichtig, eine Priorisierung vorzunehmen. Die Dienststellen antworten nicht immer innerhalb der gesetzten Frist (nicht die Schuld der KBK). Zudem muss die KBK nach Erhalt der Vormeinung eine Entscheidung treffen, auch wenn eine Dienstleistung eine negative Vormeinung abgegeben hat.

Weiter wies der VWG darauf hin, dass die Anzahl der erforderlichen Dokumente oft ungerechtfertigt ist. Wir haben das Gefühl, dass sich die KBK und KBS vollständig und ohne Risiko absichern wollen, was sich nachteilig auf das ordnungsgemässe Funktionieren des Systems auswirkt. Im Sinne der Gleichbehandlung werden auch in kleinen Fällen zahlreiche Dokumente eingefordert. Dieser Absicherungswille zeigt sich auch im Verlauf der Bearbeitung. Zusammenfassend erwähnte der VWG, dass eine unverhältnismässige Dauer des Verfahrens für den Antragsteller oft Kosten verursacht, die zu einer Qualitätsminderung des Projekts oder sogar zu seiner Einstellung führen können.

Zahlungsfristen

Am 16. Oktober 2019 hat der Staatsrat – auf mehrfachen Hinweis des VWG und nach vorgängiger Konsultation des Gemeindeverbandes – entschieden, für die Rechnungen des Kantons an die Gemeinden die Zahlungsfrist von 30 auf 90 Tage zu verlängern. Nach Ablauf dieser Frist werden Verzugszinsen fällig. Der VWG begrüsst diesen Entscheid, weil die Gemeinden damit einen grösseren Handlungsspielraum haben und die Zahlung von Verzugszinsen vermeiden können.

Umsetzung von Sicherheitsmassnahmen – Administrative Untersuchung zur Wahlfälschung vom März 2017

Im Juni hat der Vorstand erfahren, welche Massnahmen der Staat Wallis zu treffen plant, um die Sicherheit der brieflichen Stimmabgabe zu erhöhen. Eine zusätzliche Identifizierungsetappe bei Unterschrift der Stimmkarte soll per 2020 eingeführt werden. Die präsentierte Lösung sieht selbstklebende Etiketten vor (mit Vor- und Nachnamen des Bürgers, dem Wappen und dem Namen der Gemeinde), welche jeder Bürger zu Beginn einer Legislaturperiode von seiner Gemeinde erhält und die der Bürger bei schriftlicher Stimmabgabe auf seinem Rücksendungsblatt in dem dafür vorgesehenen Feld aufkleben muss. Mit Schreiben vom 11. Juli 2019 an den Staatsrat hat der Vorstand des VWG auf folgende Schwierigkeiten hingewiesen:

- Grosse Wahrscheinlichkeit eines Verlusts der Sammeletikettenbögen (müssen vom Bürger während 4 Jahren aufbewahrt werden)
- Erheblicher Mehraufwand für Gemeinden (u.a. Herstellung der selbstklebenden Etiketten, Versand der Etiketten, Kontrolle der Rücksendungsblätter)
- Zunahme der ungültigen Stimmabgaben

Der Vorstand betonte, dass wir in die weiteren Arbeiten eingebunden werden wollen. Da die Gemeinden vor Ort die Urnengänge organisieren und durchführen, kann der VWG nur eine Lösung akzeptieren, die praktikabel ist und bei welcher der Nutzen den Aufwand rechtfertigt.

Zusammenarbeit mit dem Kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten

Mit Schreiben vom 9. September 2019 an den Präsidenten der Kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitskommission hat der VWG seine Unzufriedenheit über die Zusammenarbeit mit dem Kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten ausgedrückt. Die Gemein-

den sind sich der Bedeutung des Datenschutzes bewusst und schenken dem Datenschutz die notwendige Aufmerksamkeit. Angesichts der Komplexität des Themas zählen sie dabei auf die Unterstützung des kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten. Dies gehört gemäss Artikel 37 des Gesetzes über die Information der Öffentlichkeit, den Datenschutz und die Archivierung (GIDA) auch zu seinen Aufgaben: "Der Beauftragte berät die Behörden bei der Anwendung der Bestimmungen zum Datenschutz und zum Öffentlichkeitsprinzip".

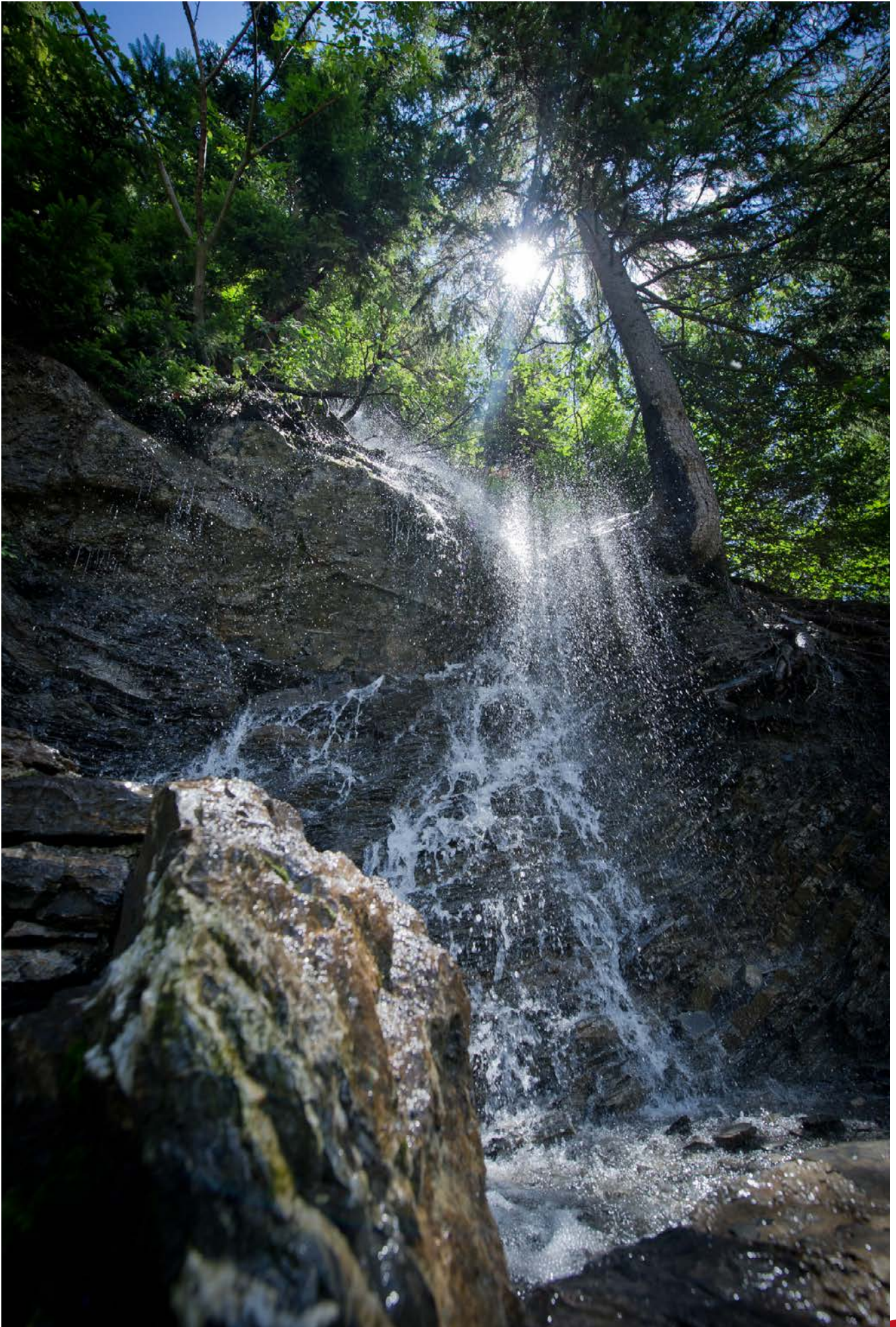
Der VWG muss aber leider feststellen, dass der Datenschutzbeauftragte die Gemeinden direkt und öffentlich angreift, indem er sie über die Medien oder die sozialen Netzwerke zum Teil scharf kritisiert. Diese Kritik ist nicht konstruktiv und verunmöglicht es den Gemeinden zu verstehen, was Herr Fanti von ihnen erwartet oder wie seinen Ansprüchen nachgekommen werden kann. Sein Verhalten ist unverhältnismässig und ineffizient. Sein Vorgehen ist nicht konstruktiv und beeinträchtigt das reibungslose Funktionieren der öffentlichen Hand. Anstatt Schikane und öffentliches Kritisieren fordern wir konstruktive Zusammenarbeit, hilfreiche Lösungsvorschläge und echte Unterstützung.

Nach unserem Schreiben an die Kantonale Datenschutz- und Öffentlichkeitskommission zur Zusammenarbeit der Gemeinden mit dem Kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten vom 9. September 2019, hat sich der Vorstand des VWG am 27. November 2019 mit der Kantonalen Datenschutz- und Öffentlichkeitskommission zu einem Austausch getroffen. Die Mitglieder der Kommission haben erklärt, dass sie aufgrund fehlender gesetzlicher Grundlagen nur sehr eingeschränkte Möglichkeiten hätten, einzuschreiten. Die Kommission möchte daher aufgrund konkreter Fälle mit dem Datenschutzbeauftragten die Probleme besprechen. Der VWG hat daher alle Gemeinden gebeten, offene Anfragen an den Datenschutzbeauftragten zu melden, respektive Anfragen, auf die sie nie eine Antwort erhalten haben. Im Januar 2020 hat der Vorstand des VWG bei der Kommission eine Liste mit 25 konkreten Beispielen eingereicht, die von den Walliser Gemeinden gemeldet wurden.

Wir werden dieses Dossier weiter verfolgen.

Stéphane Coppey
Präsident

Eliane Ruffiner-Guntern
Generalsekretärin



Compte d'exploitation / Budget

	Compte 2018 CHF	Budget 2019 CHF	Compte 2019 CHF	Budget 2020 CHF	Budget 2021 CHF
Recettes:					
Cotisations des membres	244'141,20	245'000,00	248'176,80	248'000,00	250'000,00
Total Recettes	244'141,20	245'000,00	248'176,80	248'000,00	250'000,00
Dépenses:					
Administration secrétariat, infrastructure, frais de bureau (téléphone, copies, ports, matériel de bureau), comptabilité	-37'473,10	-43'000,00	-37'526,80	-43'000,00	-40'000,00
Mandat secrétaire général	-90'000,00	-90'000,00	-90'000,00	-90'000,00	-90'000,00
Mandat Coordination Grand Conseil					-25'000,00
Charges sociales / Recrutement du personnel	-16'569,90	-20'000,00	-16'888,95	-20'000,00	-18'000,00
Frais	-4'800,00	-5'000,00	-4'800,00	-5'000,00	-4'800,00
Présidence / Comité / Commissions	-26'822,40	-30'000,00	-28'170,30	-30'000,00	-30'000,00
Assemblée générale et Rapport annuel	-9'236,20	-6'000,00	-7'414,90	-10'000,00	-8'000,00
Séance d'information	0,00	-5'000,00	0,00	-5'000,00	-5'000,00
Formation des apprentis communaux	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00
Convention de formation	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00
IDHEAP / PAIR / CVPC	-1'200,00	-1'500,00	-1'200,00	-1'500,00	-1'500,00
Hosting / Homepage / Communication	-5'336,00	-8'000,00	-4'954,25	-8'000,00	-5'000,00
Contribution de soutien, projets	0,00	-15'000,00	-17'153,15	-15'000,00	-5'000,00
Provisions Projets	-20'000,00	0,00	-10'000,00	0,00	0,00
Frais de tenue de compte / Impôt anticipé	-32,00	-100,00	-24,85	-100,00	-100,00
Divers	-1'436,85	-3'000,00	-1'237,75	-3'000,00	-2'000,00
Total Dépenses	-223'906,45	-237'600,00	-230'370,95	-241'600,00	-245'400,00
Bénéfice de l'exercice / Perte de l'exercice	20'234,75	7'400,00	17'805,85	6'400,00	4'600,00

Erfolgsrechnung / Budget

	Rechnung 2018 CHF	Budget 2019 CHF	Rechnung 2019 CHF	Budget 2020 CHF	Budget 2021 CHF
Einnahmen:					
Mitgliederbeiträge	244'141,20	245'000,00	248'176,80	248'000,00	250'000,00
Total Einnahmen	244'141,20	245'000,00	248'176,80	248'000,00	250'000,00
Ausgaben:					
Administration Sekretariat, Infrastruktur, Buch- haltung, Bürokosten (Telefon, Kopien, Porti, Büromaterial)	-37'473,10	-43'000,00	-37'526,80	-43'000,00	-40'000,00
Mandat Generalsekretärin	-90'000,00	-90'000,00	-90'000,00	-90'000,00	-90'000,00
Mandat Koordination Grossrat					-25'000,00
Lohnnebenkosten / Personalbeschaffung	-16'569,90	-20'000,00	-16'888,95	-20'000,00	-18'000,00
Spesen	-4'800,00	-5'000,00	-4'800,00	-5'000,00	-4'800,00
Präsident / Vorstand / Kommissionen	-26'822,40	-30'000,00	-28'170,30	-30'000,00	-30'000,00
Generalversammlung und Jahresbericht	-9'236,20	-6'000,00	-7'414,90	-10'000,00	-8'000,00
Informationsveranstaltung	0,00	-5'000,00	0,00	-5'000,00	-5'000,00
Ausbildung Gemeindelehrlinge	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00
Ausbildungsvereinbarung	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00
IDHEAP / PAIR / CVPC	-1'200,00	-1'500,00	-1'200,00	-1'500,00	-1'500,00
Hosting / Homepage / Kommunikation	-5'336,00	-8'000,00	-4'954,25	-8'000,00	-5'000,00
Unterstützungsbeiträge Projekte	0,00	-15'000,00	-17'153,15	-15'000,00	-5'000,00
Rückstellung Projekte	-20'000,00	0,00	-10'000,00	0,00	0,00
Bankspesen / Verrechnungssteuer	-32,00	-100,00	-24,85	-100,00	-100,00
Diverses	-1'436,85	-3'000,00	-1'237,75	-3'000,00	-2'000,00
Total Ausgaben	-223'906,45	-237'600,00	-230'370,95	-241'600,00	-245'400,00
Betriebsgewinn / Betriebsverlust	20'234,75	7'400,00	17'805,85	6'400,00	4'600,00

Bilan

ACTIFS		31.12.2019		31.12.2018
Compte auprès de la BCV	CHF	261'219,40	CHF	226'332,55
Actifs transitoires	CHF	1'102,30	CHF	5'581,50
Total	CHF	262'321,70	CHF	231'914,05

PASSIFS		31.12.2019		31.12.2018
Créanciers	CHF	10'068,90	CHF	7'467,10
Passifs transitoires	CHF	0,00	CHF	0,00
Provisions Projets	CHF	40'000,00		30'000,00
Fortune	CHF	194'446,95	CHF	174'212,20
Bénéfice/Perte	CHF	17'805,85	CHF	20'234,75
Total	CHF	262'321,70	CHF	231'914,05

Bilanz

AKTIVEN		31.12.2019		31.12.2018
Bankkonto WKB	CHF	261'219,40	CHF	226'332,55
Transistorische Aktiven	CHF	1'102,30	CHF	5'581,50
Total	CHF	262'321,70	CHF	231'914,05

PASSIVEN		31.12.2019		31.12.2018
Kreditoren	CHF	10'068,90	CHF	7'467,10
Transistorische Aktiven	CHF	0,00	CHF	0,00
Rückstellung Projekte	CHF	40'000,00		30'000,00
Vermögen	CHF	194'446,95	CHF	174'212,20
Gewinn / Verlust	CHF	17'805,85	CHF	20'234,75
Total	CHF	262'321,70	CHF	231'914,05

Rapport des vérificateurs

Revisorenbericht



FCV-VWG

Fédération des Communes Valaisannes
Verband Walliser Gemeinden

Rapport des vérificateurs de comptes 2019 à l'assemblée générale de la FCV

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de vérificateurs des comptes de la FCV, nous avons vérifié, conformément aux dispositions légales, la comptabilité et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation présentés par le Comité pour l'exercice arrêté au 31.12.2019.

Notre révision a été effectuée selon les normes reconnues.

Sur la base de notre vérification, nous constatons que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Les vérificateurs de comptes:



René Abgottspon



Jean-Michel Gaillard

Baltschieder/Riddes, le 16. März 2020

Fédération des Communes Valaisannes
Verband Walliser Gemeinden
Viktoriastrasse 15
Postfach 685
3900 Brig

☎ 027 924 66 00
✉ info@fcv-vwg.ch
🌐 www.fcv-vwg.ch

Comité / Vorstand



Stéphane COPPEY

Président FCV / Präsident VWG
Président de la commune
de Monthey /
Präsident der Gemeinde Monthey



Niklaus FURGER

Vice-Président FCV / Vize-Präsident VWG
Président de la commune de Viège /
Präsident der Gemeinde Visp



David MELLÉ

Vice-Président FCV /
Vize-Präsident VWG
Président de la commune
d'Anniviers /
Präsident der Gemeinde Anniviers



Daniel FOURNIER

Membre du comité, Cassier FCV
Vorstandsmitglied, Kassier VWG
Président de la commune de Dorénaz /
Präsident der Gemeinde Dorénaz



Stève LATTION

Membre du comité FCV
Vorstandsmitglied VWG
Président de la commune
de Liddes /
Präsident der Gemeinde Liddes



Christine CLAUSEN

Membre du comité FCV
Vorstandsmitglied VWG
Présidente de la commune de Ernen /
Präsidentin der Gemeinde Ernen





Virginie GASPOZ

Membre du comité FCV
Vorstandsmitglied VWG
Présidente de la commune
d'Evolène /
Präsidentin der Gemeinde
Evolène



Gilbert LORETAN

Membre du comité FCV
Vorstandsmitglied VWG
Président de la commune
de Varen /
Präsident der Gemeinde Varen



Christophe GERMANIER

Membre du comité FCV
Vorstandsmitglied VWG
Président de la commune
de Conthey /
Präsident der Gemeinde
Conthey



Eliane RUFFINER-GUNTERN

Secrétaire générale FCV
Generalsekretärin VWG



Fédération des Communes Valaisannes
Secrétariat général
Case postale 685
3900 Brigue

Verband Walliser Gemeinden
Generalsekretariat
Postfach 685
3900 Brig

☎ 027 924 66 00
✉ info@fcv-vwg.ch
🏠 www.fcv-vwg.ch

